



# Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 6 décembre 2017

## Selon la vérificatrice générale, le gouvernement consacre des millions de dollars à l'entretien de centaines d'immeubles vacants

(TORONTO) « Infrastructure Ontario peut améliorer sa gestion des propriétés gouvernementales du début à la fin », observe la vérificatrice générale, Bonnie Lysyk, dans son *Rapport annuel 2017*, déposé aujourd'hui à l'Assemblée législative.

« En 2016-2017, l'Ontario a payé près de 19 millions de dollars pour assurer l'exploitation et l'entretien de 812 immeubles vacants dans la province, dont 600 sont demeurés inoccupés pendant 8 ans en moyenne. Cela indique que la province doit envisager de vendre plus rapidement les immeubles vacants de son portefeuille. Les économies découlant de la vente de ces immeubles pourraient servir à améliorer l'état d'autres propriétés gouvernementales », a déclaré M<sup>me</sup> Lysyk après le dépôt de son rapport.

Il ressort de l'audit qu'en réduisant la superficie en pieds carrés des locaux à bureaux du gouvernement pour satisfaire à la norme concernant les locaux à bureaux de 2012 de 180 pieds carrés louables par personne, la province pourrait économiser jusqu'à 170 millions de dollars par année.

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario), un organisme de la Couronne relevant du ministère de l'Infrastructure (le Ministère), est chargée de gérer un grand portefeuille diversifié de biens immobiliers que possèdent et louent les ministères du gouvernement et certains organismes.

Voici certaines constatations découlant de l'audit :

- Le montant des travaux d'entretien différés des immeubles appartenant au gouvernement – la somme requise pour maintenir les immeubles en état selon la norme minimale – a plus que doublé entre 2012 et 2017, passant de 420 millions de dollars à 862 millions de dollars. Dans les six dernières années, l'état des propriétés gouvernementales s'est détérioré, passant d'excellent à presque médiocre selon la norme de l'industrie. Par exemple, les travaux de réparation à effectuer dans un laboratoire gouvernemental ont été reportés de cinq ans, ce qui a nui à la prestation des services.
- Une importante demande de propositions en 2014 pour la gestion de 7 500 projets d'immobilisation pour une valeur de 900 millions de dollars sur cinq ans n'a attiré que trois soumissions, provenant toutes de grandes entreprises, en raison de sa portée. L'une des deux entreprises retenues par Infrastructure Ontario pour fournir les services de gestion de projet avait affiché un rendement médiocre dans le cadre d'un contrat antérieur exécuté entre 2011 et 2014.

- Infrastructure Ontario n’obtient pas suffisamment de renseignements de la part de ses gestionnaires de projet pour déterminer si le processus d’approvisionnement pour les projets d’immobilisations des ministères et organismes clients est équitable et concurrentiel. Les gestionnaires de projet ne sont pas non plus tenus responsables de respecter les dates d’achèvement initiales, et peuvent réviser les dates d’achèvement pendant que les projets sont en cours. Infrastructure Ontario ne vérifie pas toujours que le changement est apporté pour des raisons valables.
- Des hôpitaux ont engagé des coûts administratifs et juridiques supplémentaires afin d’administrer le volet d’entretien de leurs ententes de diversification des modes de financement et d’approvisionnement (DMFA).

Renseignements :  
Bonnie Lysyk  
Vérificatrice générale  
(416) 327-1326

Le rapport est accessible à [www.auditor.on.ca](http://www.auditor.on.ca).



Le Bureau de la vérificatrice générale de l’Ontario est un bureau indépendant de l’Assemblée législative qui mène des audits de l’optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d’offrir une valeur et un niveau d’assurance exceptionnels aux députés à l’Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l’ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l’optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l’Ontario.